

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Reprise des pourparlers sur l'agriculture

À moins de trois mois du début de la 11e conférence ministérielle (CM11) qui aura lieu à Buenos Aires, en Argentine, les Membres ne s'entendent toujours pas sur divers enjeux clés qu'ils considèrent comme des résultats potentiels de la CM11. Le groupe de négociations sur l'agriculture s'est réuni cette semaine (du 13 au 15 septembre) pour relancer la discussion dans l'objectif d'entamer « une nouvelle phase de discussions intensives et plus spécifiques en misant sur les nombreuses propositions présentées et les idées exprimées avant la pause estivale. »

Le président, l'ambassadeur kényan Stephen Karau, a distribué un document résumant l'état actuel de chacun des enjeux agricoles soulevés par les Membres pour la CM11, notamment le soutien interne, la détention de stocks publics (DSP), le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) et l'accès aux marchés. Les discussions ont porté majoritairement sur le soutien interne, qui est considéré par plusieurs comme la plus grande priorité pour la CM11.

« Je n'ai pas vu de différence majeure en ce qui concerne le degré d'ambition », a affirmé M. Karau au sujet de cet enjeu. « J'ai vu des écarts importants, cependant, lorsqu'il s'agit de concrétiser cette ambition et de la marche à suivre pour ce faire », a-t-il ajouté.

Les discussions sur le soutien interne étaient axées sur la proposition commune de l'UE et du Brésil déposée en juillet dernier. Le délégué de l'UE a affirmé que la proposition ne vise pas à changer de manière drastique les politiques des Membres, mais plutôt à « supprimer la dilution dans la plupart des cas tout en assurant la contribution des principaux Membres commerciaux ». L'UE a ajouté que sa contribution serait de loin la plus importante. « Nous cherchons à établir un bel équilibre » en incluant une dimension de développement importante et en excluant les pays les moins avancés (PMA) des réformes proposées.

L'UE et le Brésil ont aussi répondu aux préoccupations des Membres concernant leur proposition et ont commenté les propositions de rechange présentées par d'autres pays.

En ce qui concerne la préoccupation exprimée par l'Indonésie, l'Inde et le G-33 à l'égard des liens entre la DSP et le soutien interne (que les deux enjeux devraient être séparés), l'UE a insisté sur le fait que la DSP est bien évidemment une partie intégrante du programme du soutien interne.

« Selon nous, la meilleure stratégie pour engager les Membres dans les négociations et parvenir à un accord à la CM11 est d'aborder les deux enjeux ensemble. »

En ce qui concerne la proposition de la Chine et de l'Inde de se concentrer sur l'élimination de la mesure globale de soutien (MGS) des pays développés (aussi appuyée par les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique [ACP]), l'UE a déclaré qu'elle « ferait persister les inégalités entre les Membres » puisque certains pays en développement auraient une MGS et d'autres n'en auraient pas. « Une approche à ce point circonscrite sur un seul mécanisme de soutien ayant des effets de distorsion des échanges dépeint une image hautement imprécise de la réalité des subventions agricoles des principaux joueurs », a ajouté l'UE. Le Brésil a affirmé que la proposition remédie au déséquilibre de l'Accord sur l'Agriculture puisque les Membres dont les montants octroyés sont plus élevés devront couper davantage.

Eu égard aux propositions présentées par certains membres du Groupe de Cairns (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et Paraguay) et à celles du Japon et du G-10 – qui remettent toutes en cause l'argumentaire de l'établissement d'une limite de soutien en fonction du pourcentage de la valeur de production – l'UE a rétorqué « qu'une limite fondée sur la valeur de production est plus transparente » et permet de mieux comparer les pays puisque le montant octroyé pour le soutien interne d'environ 80 % des Membres est basé sur la valeur de production. Quant à la préoccupation exprimée par le G-10, à savoir que les limites fondées sur la valeur de production pénalisent les petits producteurs, le Brésil a affirmé qu'il était ouvert à d'autres solutions pour autant que ses produits subventionnés ne nuisent pas aux marchés internationaux.

Réactions à la proposition de l'UE et du Brésil :

L'ACP s'est opposé à la limite proposée, affirmant qu'elle « signifierait probablement des coupes disproportionnées pour les pays en développement. » Le groupe a en fait rejeté toutes les propositions présentées par les pays développés (propositions du G-10; du Japon; de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et du Paraguay), soutenant que la plupart des pays en développement « ont encore désespérément besoin d'investissements accrus pour stimuler la productivité et la croissance en agriculture. » L'Égypte a ensuite ajouté qu'il faudrait également introduire des disciplines portant sur le soutien de la catégorie bleue et les subventions de la catégorie verte, ainsi que des règles pour éviter le « transfert d'une catégorie à l'autre ». Le groupe prépare une proposition de remplacement qui sera présentée sous peu.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont affirmé que la proposition de l'UE et du Brésil est encourageante. L'Australie a ajouté que certains membres du Groupe de Cairns vont bientôt proposer des idées portant sur une « limite flexible ». Le Canada, le Chili, la Colombie, le Mexique, le Paraguay et l'Uruguay ont aussi exprimé leur soutien envers la proposition de l'UE et du Brésil, ajoutant que les Membres doivent agir de manière pratique et constructive et avancer graduellement pour atteindre un résultat à la CM11.

La Chine continue d'insister sur le mandat original de Doha et a affirmé que la MGS devrait être prioritaire. L'Inde était du même avis.

Finalement, les États-Unis demeurent « profondément sceptiques » quant à la possibilité que les Membres trouvent une solution à des enjeux qui demeurent irrésolus depuis de nombreuses années.

Accès aux marchés : pas faisable pour la CM11

Une brève discussion a été tenue sur l'accès aux marchés et a gravité autour des propositions du Paraguay et du Pérou (s'attaquer aux crêtes tarifaires, à la progressivité tarifaire, aux taux de droit applicable dans la limite du contingent, etc.), de la Russie et du Tadjikistan (sauvegardes spéciales [SGS]).

« Nous nous sommes tous écoutés encore une fois : un résultat substantiel sur l'accès aux marchés n'est pas faisable pour la CM11 », a déclaré M. Karau. Il a noté,

toutefois, l'intérêt de certains pays envers un programme de travail après la CM11 et le fait que d'autres ne croient pas en l'atteinte de résultats sur l'accès aux marchés agricoles en l'absence d'avancées parallèles de l'AMNA (accès au marché pour les produits non agricoles) et des services. Quant aux SGS, il a mentionné que pour certains Membres, les SGS font partie de l'équilibre délicat du processus de réforme du cycle d'Uruguay.

À venir

L'Argentine a exprimé des inquiétudes quant à l'incapacité des Membres à cibler clairement les enjeux prioritaires des négociations sur l'agriculture à moins de trois mois de la CM11. Le Mexique a suggéré de se concentrer sur le soutien interne, sans laisser tomber les autres piliers pour les négociations à venir. La Suisse a ajouté qu'il faudrait se concentrer sur les domaines les plus susceptibles de mener à des résultats.

Le président, entre-temps, a informé les Membres qu'il organisera de petites réunions dans les semaines à venir et qu'il tiendra des conversations bilatérales avec les délégations dans le but de cibler des moyens de combler les lacunes.

Les négociateurs en chef du PTP-11 se réuniront cette semaine à Tokyo

Le gouvernement du Japon a annoncé le 15 septembre que les négociateurs en chef du PTP-11 se réuniront le 21 septembre à Tokyo pour poursuivre leur discussion sur les prochaines étapes de l'accord à la suite du retrait des États-Unis. L'objectif sera de cibler les chapitres à retirer ou à mettre de côté jusqu'à ce que les États-Unis décident, le cas échéant, de réintégrer le groupe. Des sujets controversés comme les produits biologiques et les sociétés d'État sont des exemples de sujets qui risquent d'être mis de côté pour l'instant, a affirmé une source.

L'objectif de cet exercice, qui a commencé à Sydney il y a quelques semaines, est d'amener le groupe à se concentrer sur des sujets choisis qui sont susceptibles de faire consensus entre les 11 pays à une réunion ultérieure prévue en octobre. Cette réunion automnale est la dernière prévue avant que les ministres du Commerce et les dirigeants se réunissent en marge du Sommet de l'APEC au Vietnam en novembre.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

